

Arménie-Iran. Quelles perspectives pour les relations arméno-iraniennes après la « révolution de velours » ?

mercredi 19 février 2020, par [Maroussia EDOUARD](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Maroussia EDOUARD](#), **Arménie-Iran. Quelles perspectives pour les relations arméno-iraniennes après la « révolution de velours » ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 19 février 2020.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Sur le papier, le potentiel de coopération dans les domaines du commerce et de l'énergie entre l'Arménie et l'Iran semble « évident ». Néanmoins, en pratique, malgré la signature de nombreux accords et projets encourageants, les résultats concrets sont faibles et décevants. La coopération transfrontalière arméno-iranienne reste, en effet, grandement dépendante de l'influente Russie mais aussi des dynamiques géopolitiques internationales, notamment liées aux Etats-Unis. Une démonstration illustrée par trois documents dont une carte.

L'ARMENIE connaît en avril 2018 une vague de contestation politique d'une ampleur sans précédent. Cette crise politique, rapidement nommée "révolution de velours [1]" présente au monde ce qui semble être l'aube d'une nouvelle ère pour la jeune république toujours largement influencée par son héritage soviétique. Durant les deux décennies qui ont suivi son indépendance (1991), l'Arménie n'a pas eu beaucoup d'opportunités de créer une stratégie de développement sur le long terme. Il devient maintenant crucial pour le gouvernement de Nikol Pachinian de se focaliser sur les besoins internes du pays et de mettre l'accent sur le développement d'une économie stable et sereine, rassurant ainsi investisseurs étrangers et pays alliés. Ainsi, pour ne pas effrayer ses partenaires stratégiques tels que la Russie ou les Etats-Unis, le premier ministre et leader de la révolution N. Pachinian n'a cessé de répéter que le changement de gouvernement répondait à des problématiques internes et aucunement à une volonté de modification de la politique étrangère arménienne. Il rassure de ce fait ses partenaires les plus influents tels que Moscou ou Washington mais laisse aussi entendre que la fameuse politique de complémentarité est toujours de rigueur et que la diversification stratégique des partenaires de [l'Arménie](#) reste une option. C'est sur le long terme qu'il faut alors aborder la question d'un potentiel rapprochement stratégique entre l'Arménie et l'Iran même si les événements de 2018 ont d'ores et déjà éveillé l'espoir d'une partie de la population arménienne d'une éventuelle émancipation de l'influence russe toujours prédominante. Cela s'explique notamment par la proximité de la Turquie, avec laquelle les passifs sont nombreux, dont le génocide arménien de 1915.

L'Arménie peut-elle se tourner vers l'Iran dans sa quête renouveau, et d'émancipation de l'influence russe ? Dans un premier temps nous aborderons le besoin arménien de diversifier ses partenaires pour enclencher une sortie progressive de l'orbite russe. Ensuite nous exposerons les principaux éléments permettant de présenter l'Iran comme un enjeu de survie pour la jeune République postsoviétique. Dans une troisième partie, nous présenterons les difficultés éprouvées par les deux Etats à intensifier leurs partenariats. Enfin, nous nous concentrerons sur deux obstacles majeurs freinant le développement des relations arméno-iraniennes : un relief accidenté rendant compliqué les échanges routiers et l'animosité entre les Etats-Unis et l'Iran pesant sur les relations diplomatiques des deux voisins.

I. Une nécessité de diversification pour une sortie progressive de l'orbite russe

L'Arménie - et le Caucase du Sud [2] dans son ensemble - reste très vulnérable aux événements géopolitiques mondiaux, notamment aux relations qu'entretient la Russie avec l'Ouest pouvant être perçues comme troubles et imprévisibles, ce qui engendre un certain niveau d'insécurité. Pour y pallier, dès leur accession à l'indépendance (1991), les trois pays du

Caucase du Sud ont choisi des chemins très différents :

. La Géorgie a opté pour un modèle polonais avec une économie libérale et une volonté d'intégration à l'Occident.

. L'Azerbaïdjan a choisi le modèle Kazakh avec un régime dit dictatorial.

. L'Arménie quant à elle est restée dans un modèle Russe. [3]

Afin de limiter ce sentiment d'insécurité, le pays a très tôt mis en place une politique dite de complémentarité. Cette dernière est définie par l'ancien ministre des affaires étrangères Vartan Oskanian comme une politique reposant sur « l'asymétrie », une « variation en intensité » qui s'établit « au gré des besoins, des intérêts et des souhaits de chacun » [4]. Les deux acteurs prédominants de cette politique étant la Russie et les Etats-Unis suivi par l'Iran et l'Union européenne, il est intéressant de noter l'habileté des gouvernements arméniens successifs à entretenir des relations stratégiques avec des pays présentant de telles animosités sur la scène internationale. Cette stratégie de politique extérieure est unique en son genre et permet au pays de subsister avec deux frontières fermées sur quatre. L'importante victoire pacifique du peuple lors de la « révolution de velours » (2018) a prouvé à la communauté internationale l'acceptation pleine et entière des valeurs européennes. Afin de montrer au monde que le processus de démocratisation du pays suit toujours son cours, le Ministre des Affaires étrangères arménien Zohrab Mnatsakanyan a réaffirmé le 14 mai 2019 l'importance de recentrer la politique arménienne sur les intérêts nationaux et non sur des intérêts personnels. Il a également souligné la singularité de l'Arménie, pays tendant depuis des années vers plus de flexibilité et une diversification de ses partenaires [5]. Cette orientation montre également un besoin d'éloignement de l'influence russe qui depuis des décennies voit l'Arménie comme un « poste avancé » [6] vers le Proche et Moyen Orient avec la base militaire russe de Gyumri [7].

Un pays toujours stratégiquement dépendant de Moscou

[La Russie doit faire face à l'élargissement de l'OTAN par l'Ouest](#) avec la Turquie mais également à la montée en puissance de la Chine par l'Est qui menace son influence en Eurasie. Moscou essaye donc de stabiliser et consolider ses partenariats commerciaux avec ses anciennes républiques soviétiques où elle se place en interlocuteur privilégié. Pour ne pas perdre complètement le contrôle de ces dernières, le Kremlin accorde une grande importance à ses bases militaires extranationales. Celle de Gyumri, dernière base russe dans le Caucase du Sud, ne fait pas exception. La Russie par le contrôle de certaines frontières arméniennes compte assoir son influence régionale et **se servir de l'Arménie comme un véritable « poste avancé »**, terme employé par Boris Gryzlov [8] président de la Douma russe au printemps 2005 [9].

Le positionnement de la base militaire de Gyumri n'est pas sans signification. Cette dernière se trouve au Nord-Ouest du pays alors que le conflit armé se déroule du côté Est. Il n'est pas exclu que le Kremlin par le positionnement de ses hommes sur les frontières avec la Turquie et avec l'Iran veuille envoyer un message fort à l'OTAN et plus précisément aux Etats-Unis. La Russie compte donc garder l'Arménie dans son cercle gravitationnel le plus longtemps possible en utilisant le sentiment d'insécurité engendré par les répercussions du conflit du Haut-Karabakh [10] mais également en ayant la main mise sur les infrastructures énergétiques.

L'Arménie semble totalement dépendante de la Russie dans la défense de ses frontières, mais de récents événements sont venus remettre partiellement en question la présence militaire russe en Arménie. En effet, en début d'année 2019 a eu lieu une manifestation réclamant la construction d'un mur « à la Trump » autour de la base militaire russe. Sur la photo ci-dessous [11] vous pouvez voir des manifestants réclamant même le départ des troupes par le slogan « L'armée russe hors d'Arménie », écrit ici en russe « Русская армия вон из армении » et en arménien.



Une telle demande fait suite au meurtre d'une femme commis de sang-froid par un soldat russe pendant les fêtes de fin d'année 2018. Ce n'est pas le premier incident de la sorte. Il a ravivé le souvenir du meurtre d'une famille entière d'arméniens commis par un soldat russe en janvier 2015. Ces manifestations restent en réalité un fait isolé et très localisé mais beaucoup pensent que le comportement des soldats russes reste un gros problème que le gouvernement doit traiter.

Le pays n'est pas seulement dépendant de la Russie du point de vue sécuritaire ou énergétique, c'est l'économie arménienne toute entière qui repose sur les importations russes. La Russie arrive en effet au premier rang des partenaires économiques arméniens avec un total des exports et des imports chaque année plus élevé [12]. L'Iran n'arrive ici qu'en 4ème position après l'Union européenne et la Chine. Ces données nous prouvent **la situation asymétrique** dans laquelle se trouve l'Arménie dans ses relations commerciales et pousse un peu plus à s'interroger sur la dangerosité de sa dépendance envers Moscou, même si les pays membres de l'UE restent des partenaires fiables. Cette forte coopération économique entre les deux Etats dure depuis des décennies et s'est majoritairement effectuée par des prêts de la Banque Centrale de Russie. Au plus fort de la crise économique arménienne en 1994, les prêts russes pouvaient représenter jusqu'à 60% du budget national du pays [13]. Dans un autre registre, à l'été 2002, peu après la signature d'un traité de coopération économique d'une durée de 10 ans, Vladimir Poutine et Robert Kotcharian s'entendent pour éliminer une partie de la dette de 100 millions de dollars américains détenus par l'Arménie en échanges d'entreprises d'Etat. Cet accord fait donc passer le statut de la Russie de créancier à investisseur [14]. Ce moment a été crucial pour l'Arménie car il a laissé le champ libre à la Russie pour dominer économiquement le pays de façon durable. Les conséquences de ces transferts sont encore visibles aujourd'hui. Bien que l'Arménie ait été élue pays de l'année 2018 par le journal *The Economist* pour féliciter son développement fulgurant à la suite de la « révolution de velours », l'économie reste pour le moins instable. Ce prix semble devoir être

compris comme un encouragement et l'approbation d'un changement de gouvernement par l'opinion internationale plus qu'une réelle mise en lumière des progrès économiques effectués dans le pays. Il faudra en effet du temps au gouvernement Pachinian pour établir une économie stable et moins asymétrique que ce qu'elle est en 2019.

Bien que la Fédération de Russie ait reconnu l'indépendance de l'Arménie en 1991, elle se comporte toujours comme une « puissance tutélaire », explique Gaïdz Minassian [15]. Le principe d'autodétermination [16] qui caractérise l'Arménie indépendante ne semble pas complètement assimilé dans la pratique. La présence militaire importante de la Russie sur le sol arménien, l'omniprésence de capitaux russes dans l'économie et le quasi-monopole d'entreprises énergétiques russes au niveau local comme national nous poussent à nous interroger sur la réelle souveraineté et autonomie de l'Arménie dans ses choix de partenariats stratégiques.

II. L'Iran, un enjeu de survie pour l'Arménie

L'Arménie, comme nous l'avons évoqué précédemment, tente de se développer dans un environnement hostile avec deux frontières fermées sur quatre (à l'Ouest avec la Turquie et à l'Est avec l'Azerbaïdjan) et sous la coupe de la puissante Russie. Il paraît alors vital pour Erevan de garantir de bonnes relations avec ses autres voisins, la Géorgie et l'Iran. Nous pouvons observer une volonté croissante de l'Arménie de se détacher progressivement du contrôle russe et de reprendre en main son destin et son insertion au niveau régional. Ainsi l'éloignement de la Russie passe par un éloignement géographique dans ses relations bilatérales. Une option se dessine donc : descendre vers le Sud en intensifiant ses relations transfrontalières avec son vieil ami, [la République Islamique d'Iran](#).

Les relations des deux états sont fondées sur des intérêts communs et un respect mutuel de l'intégrité territoriale. De part et d'autre de la frontière on « prône un dialogue des civilisations et non le choc des civilisations » [17] auquel on pourrait s'attendre du fait de leurs multiples différences. Sa frontière avec l'Arménie marque pour l'Iran l'entrée d'un corridor stratégique vers la Russie. Plus les relations arméno-iraniennes sont consolidées, plus l'axe Moscou-Téhéran semble se renforcer, plus le sentiment d'isolement s'estompe.

Au niveau géographique, l'Arménie est le prolongement naturel du plateau iranien. Cette continuité territoriale, barrée durant toute la période soviétique par le « rideau de fer » a permis aux deux pays se reconnecter et de recréer des liens de partenariats amicaux à la chute de l'URSS. Le « pont de l'amitié » créé sur le fleuve Araxe en 1992 pour relier les deux pays en est la preuve.

Vahan Papazian, ancien ministre des Affaires étrangères arménien prône fièrement cette entente entre les deux voisins : « Nous n'avons absolument aucun complexe à traiter avec l'Iran » [18]. Ce genre de prise de position rassure l'Iran sur la fidélité presque sans faille de son voisin du Nord qui malgré la petitesse de son marché reste un égal, un partenaire précieux et un ami de longue date.

Le conflit qui perdure encore de nos jours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabagh reste un facteur important d'alliances stratégiques diplomatiques en Transcaucasie.

Les conflits prenant place dans la région ont poussé les pays à former des alliances soit avec d'autres Etats proches comme l'Azerbaïdjan et la Turquie ou l'Arménie et la Russie ou encore des alliés lointains comme la Géorgie et les Etats-Unis. La République Islamique d'Iran - et son implication dans l'axe Moscou-Téhéran - permet à l'Arménie de contrebalancer quelque peu l'entente turco-azérie en développant ses échanges avec son voisin du sud et en faisant de son enclavement un atout stratégique dans ses relations extérieures. En effet, l'Arménie semble représenter pour la Turquie une barrière à l'expansion de son influence vers la mer Caspienne.

Entretenir des relations de bon voisinage avec l'Iran est un enjeu de souveraineté qui se dessine pour l'Arménie. Pour ce faire, les deux pays mettent en place des projets de coopération transfrontalière et intensifient ainsi leurs relations qui prennent de plus en plus un caractère « pragmatique » [19]. Ceci profite à la Russie qui, même si elle voit l'Arménie diversifier ses partenaires, tire profit de la solidification d'un axe Nord-Sud.

La forte dépendance arménienne envers la Russie renforce l'importance des relations arméno-iraniennes comme échappatoire à la vassalité. Néanmoins, la Russie ne semble pas prête à laisser s'échapper ce territoire et tente de limiter les relations entre les deux pays. Le contrat d'échange électricité-gaz matérialisé par le gazoduc Tabriz-Meghri inauguré en 2007 en est un bon exemple. Ce dernier est à deux endroits contrôlé par le géant de l'énergie russe Gazprom qui n'a pas manqué l'occasion de faire pression sur les gouvernements respectifs pour en réduire le diamètre. Même les relations stratégiques bilatérales semblent donc être verrouillées. L'Arménie n'a néanmoins pas beaucoup d'autre option que de se tourner vers l'Iran qui est une alternative plus acceptable aux yeux de Moscou que la Géorgie, mais la République Islamique se trouve être l'ennemi juré de Washington qui finance de nombreux projets d'aide au développement dans le pays et avec lequel l'Arménie ne peut pas se permettre de se froisser.

III. Un potentiel stratégique qui peine à répondre aux attentes

Malgré leurs différences, les deux voisins Arménie et Iran partagent une caractéristique commune : [un sentiment profond d'isolement](#). Que ce soit par la fermeture de plusieurs de ses frontières pour l'Arménie ou par l'application de sanctions économiques, politiques et énergétiques drastiques pour l'Iran. De ce sentiment d'isolement découlent de nombreux intérêts communs à commercer avec un voisin stable et fidèle. L'un des éléments permettant la pérennité des relations arméno-iraniennes - et plus particulièrement le développement des infrastructures de coopération transfrontalière (du gazoduc aux câbles à haute tension en passant par une autoroute) - est la confiance mutuelle et de longue date que se portent les deux nations. Néanmoins, tous deux semblent conscients des limites géopolitiques de leur coopération économique [20].

Pour tirer profit de ses 40 kilomètres de frontière avec l'Iran et accélérer les échanges, l'Arménie a acté en 2016 un « *business plan* » pour la création d'une zone de libre-échange nommée par le gouvernement « *Free Economic Zone* » (FEZ). Située sur le territoire du village d'Agarak, à deux pas de la frontière entre les deux pays, cette FEZ, la troisième du pays, est supposée être complémentaire de la « *Free Trade Zone* » d'Aras située du côté iranien comme le montre la figure ci-dessous.



Le but de cette FEZ est d'intensifier les échanges et les relations économiques avec l'Iran mais également de servir de pont entre l'Iran et Union Economique Eurasiatique (UEE, organisation économique régionale dominée par la Russie) ou encore entre l'Iran et l'Union européenne. Cette dernière a permis de rapprocher les deux pays mais d'après le ministère des Affaires Etrangères arménien, les résultats ne sont, pour le moment, pas probants [21]. Sur le terrain, les infrastructures de la FEZ sont presque inexistantes. Pour les autorités locales, cela reste tout de même une proposition « encourageante » [22], ce projet ayant des ambitions régionales voire internationales. Ainsi, les accords entre l'Arménie et l'Union européenne ou la Russie peuvent potentiellement faire de cette FEZ une zone d'échanges internationaux. Pour le moment, il n'en est rien, puisque le potentiel économique de cette zone frontalière reste largement sous exploité. Deux facteurs marquants, autre que l'influence russe sur cet espace, peuvent être énoncés pour comprendre ce phénomène :

. Les sanctions américaines sur l'Iran font peur aux investisseurs nationaux et étrangers qui préfèrent ne pas prendre de risques.

. Le relief arménien étant très montagneux, l'intensification des échanges Nord-Sud implique la création de nombreuses infrastructures coûteuses afin de réduire les temps de trajet mais également le sentiment d'éloignement du centre Erevan.

IV. Deux obstacles majeurs qui freinent l'approfondissement des liens entre l'Arménie et l'Iran

Un relief accidenté qui ne facilite pas les échanges

Dans son livre « *L'Arménie des campagnes. La transition post-soviétique dans un pays du Caucase* » [23], Françoise Ardillier Carras fait référence à l'Arménie comme une « forteresse montagneuse » en évoquant l'utilisation de la montagne comme zone de refuge. A l'heure actuelle le relief accidenté du pays se vit au quotidien par les habitants des régions les plus reculées, comme une contrainte qu'ils doivent tenter de dompter autant que possible. Le pays est déjà au XIXème siècle comparé par Carl Ritter [24] à une « île montagne » ce qui renforce le caractère enclavé du territoire et conditionne toujours partiellement le sentiment d'isolement.

L'Arménie est véritablement compartimentée par des chaînes de montagnes ce qui rend la circulation des personnes mais aussi le transport de biens très lent et difficile. L'altitude moyenne assez élevée - 90% du territoire est situé à plus de 1000 mètres d'altitude - couplée à un climat continental, allonge la durée des déplacements en hiver, une bonne partie de la route devant être déneigée plusieurs fois par jour. Le relief et la contrainte climatique participent

donc à l'isolement des habitants de la zone frontalière et a un frein au transport routier entre l'Arménie et son voisin du Sud.



Les grands projets de coopération arméno-iraniens participent à la modernisation du paysage et à la dynamisation de la zone frontalière. Pour atténuer la contrainte du relief arménien évoquée précédemment, le pays a mis en place un projet de construction d'une autoroute appelé le « *North-South Corridor* » qui aurait pour vocation de faciliter le transport de marchandises et la connexion entre l'Iran et la Géorgie [25]. Ce projet financé par des contributeurs internationaux a pour but de permettre un passage plus fluide des camions iraniens vers et au travers de l'Arménie et ainsi faciliter les relations commerciales entre les deux pays. Cependant, ce dernier reste encore pratiquement invisible sur le terrain. Les routes principales (en rouge sur la carte ci-dessus) restent peu développées et souvent à deux voies. Les routes secondaires, la plupart du temps en mauvais état ne permettent pas le passage de camions de transport de marchandises de plus de 2 tonnes.

Le conflit plus ou moins gelé du Haut-Karabakh complique d'autant plus les déplacements qu'il oblige un passage par les montagnes arméniennes au lieu d'un contournement de ces dernières par les plaines du Nakhitchevan comme il était de mise sous l'URSS, la frontière routière et ferroviaire étant désormais fermée. Le territoire, structuré en Marz (régions) est assez déséquilibré en termes d'infrastructures de transport. Sur la carte ci-dessus, nous pouvons observer la présence de voies ferrées en fonctionnement et d'aéroports internationaux uniquement sur la partie Nord du pays. La partie Sud quant à elle, principalement occupée par le Marz de Syunik, reste dépourvue de voie de chemin de fer et tous ses aéroports sont pour le moment fermés aux civils. Une seule route principale permet donc aux habitants de la zone frontalière mais également aux camions iraniens de remonter vers le Nord, les zones urbanisées, la capitale Erevan ou encore la Géorgie.

Le poids de l'animosité entre les Etats-Unis et l'Iran pèse sur l'Arménie

L'Arménie a depuis longtemps voulu élargir ses possibilités de coopération avec l'Iran mais le poids des sanctions a rendu au fil du temps les investissements financiers de plus en plus difficiles et risqués. Malgré la multiplication d'accords commerciaux ou de projets d'amélioration et de modernisation de la zone frontalière souvent célébrés en grandes pompes par les autorités des deux pays nous pouvons faire état de la mise en attente de plusieurs projets de coopération bilatérale. Cette situation se pose en 2019 dans le cas du projet de centrale hydroélectrique sur la rivière Araxe ou encore celui de la ligne de chemin de fer du Sud de l'Arménie supposée connecter la frontière iranienne avec le reste du territoire, datant de 2009, sans oublier le projet d'oléoduc Iran-Arménie de 2011.

Le rôle clé de l'Iran a néanmoins été réaffirmé à la suite de l'entretien le 26 septembre 2018 entre le Premier Ministre Nikol Pachinian et le président de la République Islamique Hassan Rouhani à l'occasion de l'Assemblée des Nations unies à New-York. N. Pachinian a assuré à son homologue que l'Arménie ne suivrait pas les sanctions économiques initiées par les Etats-

Unis. Erevan semble donc toujours vouloir entretenir des liens forts avec Téhéran en multipliant les tentatives de projets transfrontaliers mais l'application des accords et la recherche de financements internationaux remet souvent en question des projets ambitieux mais nécessaires pour le développement du pays.

L'impact des sanctions sur le tourisme s'est également fait ressentir : l'Arménie a vu son nombre de touristes iraniens diminuer de plus d'un tiers entre 2017 et 2018 dû à la dévaluation du Rial iranien [26]. La branche arménienne de la banque iranienne MeladBank fonctionne toujours mais son interdiction d'accès au SWIFT [27] et donc au dollar américain rend les relations économiques entre les entreprises de chaque côté de la frontière complexes. La constatation de tels blocages dans la réalisation de projets ou d'un recul du tourisme iranien en Arménie malgré l'allègement des procédures de visa, pousse à s'interroger sur le futur des relations arméno-iraniennes dans des conditions de sanctions toujours plus fortes sur l'Iran par les Etats-Unis. La visite de John Bolton [28], conseiller américain à la sécurité nationale à la frontière arméno-iranienne a marqué un tournant dans le consensus jusque-là adopté par tous les précédents gouvernements de laisser l'Arménie commercer avec l'Iran sachant qu'elle n'avait guère d'autre choix. Cette visite datée d'octobre 2018 a bouleversé l'équilibre arménien dans ses relations extérieures. Le pays semble être de plus en plus poussé à devoir faire un choix et les nouvelles sanctions établies en mai 2019 sur les métaux ne sont pas de bon augure pour une continuité sereine du commerce avec l'Iran. Les Etats-Unis semblent prêts à affaiblir la République Islamique jusqu'à ce que cette dernière « change radicalement d'attitude » [29] quitte à grandement affecter l'Arménie [30].

L'un des seuls projets transfrontaliers à véritablement avoir avancé est celui de la troisième ligne à haute tension. Le contrat de construction signé en 2015, annonce que la Banque pour le Développement des Exportations Iraniennes [31] est investisseur à hauteur de 77%. La ligne est prévue pour tripler les échanges d'électricité entre l'Arménie et l'Iran ce qui peut entraîner une augmentation de l'import de gaz iranien en Arménie dans la cadre de l'accord d'échange gaz-électricité précédemment évoqué.

*

Sur le papier, le potentiel de coopération dans les domaines du commerce et de l'énergie entre l'Arménie et l'Iran est évident. Néanmoins, en pratique, malgré la signature de nombreux accords et projets encourageants, les résultats concrets sont faibles et décevants. La coopération transfrontalière arméno-iranienne reste en effet grandement dépendante de l'influente Russie mais aussi des dynamiques géopolitiques internationales. Malgré les atouts de la politique de complémentarité arménienne et l'influence de sa diaspora, le pays peine à rester un allié solide pour l'Iran étant, par ricochet, affecté économiquement par les sanctions américaines. Les investissements deviennent de plus en plus difficiles et risqués mais l'Arménie reste un partenaire fidèle, nonobstant la taille restreinte de son marché. Le gouvernement étant assez jeune et inexpérimenté [32] doit d'abord se concentrer sur la refonte des politiques internes au pays. L'accord de libre-échange signé entre l'Iran et l'Union Economique Eurasiatique le 28 août 2019 laisse quand même apercevoir une volonté iranienne de renaître comme acteur régional. Son application fin 2019 laisse rêveur quant aux possibilités de coopération que cela peut offrir à l'Arménie. Le discours officiel quant à la qualification des relations bilatérales reste tout de même timide et évoque plus des relations de bon voisinage que des relations stratégiques [33].

P.-S.

Etudiante en Master 2 Géopolitique à l'Institut Français de Géopolitique de l'Université Paris 8, cet article est construit sur la base de son mémoire de recherche intitulé : « La frontière arméno-iranienne, espace vecteur d'émancipation pour l'Arménie postsoviétique ? » effectué sous la direction de Monsieur André Filler : Professeur des universités, spécialités : Monde Baltique, espace post-soviétique.

Notes

[1] Le terme « révolution de velours » fait référence aux événements qui mettent fin au régime communiste en tchécoslovaquie, du 16 novembre au 29 décembre 1989.

[2] Dans cet article, nous utiliserons les termes Caucase du Sud et Transcaucasie qui désignent tous deux un territoire localisé au Sud des montagnes du Caucase entre la Mer noire et la Mer caspienne et incluant la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

[3] Minassian, Gaïdz, *Géopolitique de l'Arménie*, Ellipses, Paris, 2005.

[4] Jego, Marie, « Le rêve arménien », entretien avec Vartan Oskanian, *Politique Internationale*, n°104, été 2004.

[5] Mnatsakanyan Zohrab "Armenia's "Velvet Revolution" : A contribution to the Eastern Partnership", euobserver, Yerevan, 14th May 2019.

[6] Minassian, Gaïdz, *Géopolitique de l'Arménie*, Ellipses, Paris, 2005.

[7] Base militaire Russe située dans le Nord-Ouest du pays près de la frontière avec la Turquie.

[8] Boris Gryzlov fut président de la Douma russe de 2003 à 2011.

[9] Minassian, Gaïdz, *Géopolitique de l'Arménie*, Ellipses, Paris, 2005.

[10] Situé à l'Est de l'Arménie, le Haut-Karabagh est une région montagneuse peuplée d'une majorité d'Arméniens mais internationalement reconnu comme appartenant à l'Azerbaïdjan.

[12] Entre 2015 et 2017 d'après armstatbank.am

[13] Breault, Yann, Jolicœur, Pierre, et Jacques Lévesque, « Chapitre 6. Arménie : un État isolé et stratégiquement dépendant », in *La Russie et son ex-empire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, pp 159-178.

[14] Breault, Yann, Jolicœur, Pierre, et Jacques Lévesque, « Chapitre 6. Arménie : un État isolé et stratégiquement dépendant », in *La Russie et son ex-empire*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, pp 159-178.

[15] Minassian, Gaïdz, *Caucase du sud, la nouvelle guerre froide, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie*, éditions Autrement, 2007.

[16] La notion d'autodétermination renvoie au principe fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, indépendamment de toute influence étrangère. Le principe d'autodétermination a été introduit en droit international et en diplomatie avec la Charte des Nations unies, en 1951.

[17] Minassian, Gaïdz, *Géopolitique de l'Arménie*, Ellipses, Paris, 2005.

[18] In Farassati, Ali, *L'Iran et la crise de Caucase du Sud*, 1998, sous la direction de Yves Lacoste.

[19] Weiss, Andrea, Zabanova, Yana, "The South Caucasus and Iran in the Post-Sanctions Era : pursuing greater interconnectedness amidst continuing constraints and scaled-down expectations", Stiftung Wissenschaft und Politik - Dutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, Berlin, July 2017.

[20] Establishment of Free Economic Zone of Syunik, Business Plan 2016/2017, Ministry of Economic Development and Investments of Armenia.

[21] Entretien avec le département des relations arméno-iraniennes du Ministère des affaires étrangères arménien le 1er février 2019 à Erevan.

[22] Entretien avec le Maire de Meghri, le 29 janvier 2019.

[23] Ardillier-Carras, Françoise, *Hydrocarbures et conflits dans le monde : stratégies énergétiques et enjeux contemporains*, Technip, Paris, 2012.

[24] Géographe allemand considéré comme l'un des pères de la géographie moderne (1779-1859).

[25] Weiss, Andrea, Zabanova, Yana, "The South Caucasus and Iran in the Post-Sanctions Era : pursuing greater interconnectedness amidst continuing constraints and scaled-down expectations", Stiftung Wissenschaft und Politik - Dutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, Berlin, July 2017.

[26] Entretien effectué au ministère des affaires étrangères arménien à Erevan le 01/02/2019.

[27] Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication.

[28] Conseiller américain à la Sécurité nationale de Donald Trump jusqu'au 10 septembre

2019.

[29] Texte original : “unless it fundamentally alters its conduct” - Williams, Aime, “US hits Iran with sanctions on metal sectors”, Financial Times, Washington, 8th May 2019.

[30] NDLR : A une autre échelle, il en va de même pour les relations Union européenne - Iran.

[31] Export Development Bank of Iran

[32] Les trois quarts des parlementaires élus lors du scrutin de décembre dernier siègent pour la première fois. Giragosian, Richard, “A provocative precedent : Armenia’s velvet revolution and Russia”, European Council on foreign relations (ECFR), Erevan, February 2019.

[33] “deepening of good-neighbourly and mutually beneficial relations with immediate neighbours - Georgia and Iran ;” Program of the Government of the Republic of Armenia, p38, February 2019.